

Département du Finistère

***Syndicat Intercommunal de production et de
distribution d'eau potable du SPERNEL***

AVENANT N°1

***au contrat pour l'exploitation par affermage
du Service de distribution publique d'eau potable***

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le Syndicat du SPERNEL représenté par M. Marc JEZEQUEL, son Président, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération du Comité Syndical en date du et désigné dans ce qui suit par « **Le Syndicat** » ou "**la Collectivité**",

ET

La Communauté de Communes du Pays des Abers, représenté par M. Jean-François TREGUER, Président, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération du conseil communautaire en date du et désigné dans ce qui suit par « »,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas, représenté par M. Patrick LECLERC, Président, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération du conseil communautaire en date du et désigné dans ce qui suit par « »,

D'une part,

ET

Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par actions dont le Siège Social est à Paris (75008), 21 Rue de la Boétie, immatriculée sous le numéro 572025526 RCS PARIS, représentée par **Eva MOISSET**, Directrice du territoire Bretagne Ouest, et désignée dans ce qui suit par « le **Concessionnaire** » ou « **Veolia Eau** »

D'autre part,

Ci-après désignés ensemble par « les Parties »

Ayant exposé que :

Par contrat d'affermage visé par la Préfecture du Finistère le 24 octobre 2017, la Collectivité a confié à Veolia Eau l'exploitation de son service de distribution publique d'eau potable, prenant fin le 31 décembre 2026 (ci-après désigné « le Contrat »).

En premier lieu, le Syndicat des Eaux du Spernel et ses deux Collectivités membres, ont décidé, par délibérations concordantes des 29 septembre et 19 octobre 2023, de la dissolution du Syndicat des eaux du Spernel au 1^{er} janvier 2024.

A compter du 1^{er} janvier 2024, la Communauté de commune du Pays des Abers et la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas (ci-après désignés « les Autorités déléguées »), se substitueront donc à la Collectivité dans le cadre du présent contrat, chacun sur le territoire géographique correspondant à sa compétence.

Les Parties s'étant mises d'accord sur l'ensemble de ces dispositions, conformément aux dispositions de l'article R3135-5 du Code de la commande publique,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Substitution de l'autorité délégante

Compte tenu de l'exposé ci-dessus, les Autorités délégantes se substitueront de plein droit à la Collectivité pour l'exécution du Contrat précité, dans tous ses droits et obligations, à compter du 1er janvier 2024

Article 2 – Périmètre géographique

Le périmètre géographique du Contrat n'est pas modifié.

La Communauté de communes du pays des Abers et la Communauté d'Agglomération du pays de Landerneau-Daoulas assureront la gestion du Contrat avec le Concessionnaire, chacun pour le territoire géographique le concernant.

Le territoire **de la Communauté de commune du pays des Abers** correspond à la commune suivante :

- Kersaint-Plabennec.

Le territoire **de la Communauté de commune du pays de Landerneau Daoulas** correspond aux communes suivantes :

- Saint-Divy,
- Saint-Thonan.

Article 2 – Répartition des ouvrages

Les Autorités délégantes seront chacune maître d'ouvrage pour les équipements implantés sur leur territoire (ou en limite de leur territoire) à compter du 01/01/2024.

Article 3 – Mise en place de compteurs d'eau

Les Autorités délégantes installeront sur le réseau des compteurs permettant de comptabiliser les volumes distribués sur le périmètre de chaque Autorité délégante.

Article 4 – Travaux et prestations d'entretien et de renouvellement

L'article 37.2 du contrat est complété des dispositions suivantes :

« Les travaux identifiés comme devant être exécutés par la Collectivité ou réalisés par le Concessionnaire à ses frais, sont pris en charge par la Collectivité sur le territoire de laquelle sont effectivement réalisés les travaux. Si ces travaux portent sur des ouvrages nécessaires à l'ensemble du service, les collectivités prévoient une refacturation selon une répartition 70 pour la CAPLD / 30 pour la CCPA. »

Article 5 – Dispositions financières

Les tranches de tarifs telles que définies au Contrat ne sont pas modifiées.

5.1 – Modalités de fixation des tarifs

L'article 48.2 du contrat

« Le tarif applicable pour le calcul du montant de la part Collectivité est fixé par une délibération de la Collectivité qui précise la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif. »
est modifié comme suit :

« Le tarif applicable pour le calcul du montant de la part Collectivité est fixé par délibération distincte de la Communauté de communes du pays des Abers et la Communauté d'Agglomération du pays de Landerneau-Daoulas pour les communes qui les concernent ; la délibération précise la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif. Les nouveaux tarifs sont communiqués au délégataire au moins 15 jours avant la date de leur entrée en vigueur. Le Concessionnaire reverse à chaque Collectivité la part délégrant qui lui revient en fonction des tarifs votés. »

5.2 - Reversement de la part collectivité

Le texte de l'article 48.3 du Contrat

« Le Concessionnaire reverse à la collectivité un montant correspondant à la somme de redevances et surtaxes encaissées pour le compte de la collectivité au cours de chaque trimestre, avant le 15 du deuxième mois suivant le terme du trimestre concerné »

est modifié comme suit :

« Le Concessionnaire reverse à chaque Autorité délégante un montant correspondant à la somme de redevances et surtaxes encaissées pour le compte de chaque autorité délégante au cours de chaque trimestre, avant le 15 du deuxième mois suivant le terme du trimestre concerné »

Article 5 – Suivi de l'exécution du Contrat

Le chapitre 11 du Contrat est complété comme suit :

Article 56 – « rapport Annuel du concessionnaire : Partie technique »

Le Concessionnaire transmettra les éléments techniques nécessaires à l'élaboration du rapport annuel sur le prix et la qualité du service en différenciant les informations se rapportant à chacune des autorités délégantes lorsque cette différenciation est possible.

Article 57 – « rapport Annuel du concessionnaire : Partie concernant les abonnés »

Le Concessionnaire transmettra les informations sur les conditions d'exécution du service public rendus aux abonnés éléments nécessaires à l'élaboration du rapport annuel sur le prix et la qualité du service en différenciant les informations se rapportant à chacune des autorités délégantes lorsque cette différenciation est possible.

L'article 58 « rapport Annuel du concessionnaire : partie Financière » est complété par le préambule suivant :

Ce compte est établi à l'échelle du contrat, sans sous détail des ventilations sur autorités délégantes.

Article 6 – Engagement sur le rendement primaire du réseau

L'engagement sur l'indice linéaire de perte (ILP) du réseau indiqué à l'article 21.2 du Contrat est inchangé, il est complété comme suit :

L'engagement s'applique à l'échelle du périmètre du contrat et n'est pas décomposé par autorité concédante.

Toutefois, **à titre informatif**, il sera calculé, ainsi que le rendement, pour chaque Autorité délégante.

Article 7 – Pénalités

L'article 61.2 du Contrat est complété comme suit :

« Pour chaque pénalité appliquée au concessionnaire, la clé de répartition indiquée à l'article 4 du présent avenant s'applique ; chaque Autorité délégante adresse ensuite au concessionnaire le titre de recettes correspondant. »

Article 8 – Dispositions antérieurs

Toutes les dispositions du Contrat non expressément abrogées, annulées ou modifiées par celles du présent avenant demeurent intégralement applicables.

Article 9 – Date d'effet

Le présent avenant prendra effet à compter du 01/01/2024, ou au plus tard à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire si celle-ci est postérieure.

A ... le .../.../...

La Collectivité

Le Concessionnaire

La CCPLD

La CCPA